décroissant et, comme suite, la crise économique et le chômage.

Je ferai remarquer au député que, contrairement à ce qu'il semble prétendre, le règlement du Fonds n'accorde aucun droit de veto à un pays quelconque. Même si le montant de la quote-part des États-Unis leur donne un certain poids au scrutin, la même chose s'applique aux pays du marché commun agissant de concert, comme le prévoit un des amendements à l'accord sur le fonds, présentement à l'étude. Il ne faudrait pas oublier que le Fonds monétaire international n'a pas été créé dans l'intérêt d'un pays quelconque, mais dans l'intérêt de tous ses membres.

Je soulignerai aussi que, pour ce qui est du pouvoir des pays membres de tirer la première tranche, aucune condition préalable n'est exigible, contrairement à ce que prétend le député de Waterloo. Le régime des droits de tirage spéciaux permet de suppléer aux masses actuelles de réserves, y compris les réserves d'or au cours existant. Je répète donc que, contrairement à ce que semble prétendre le député de Waterloo, le régime ne fera pas doubler le cours de l'or.

Le député de Dauphin (M. Ritchie) a fait des observations intéressantes au sujet de la meilleure façon d'utiliser les nouveaux droits de tirage spéciaux. Qu'on se rappelle que ces droits ont été créés en vue d'ajouter à la masse de réserves internationales une sorte de liquidité inconditionnelle. Une fois le programme en marche, les pays participants pourront exercer ces droits sans accepter des conditions du genre de celles qu'on pouvait leur imposer dans le cadre des droits actuels, sauf pour l'obligation de rachat dont j'ai parlé tantôt et une autre obligation, qui force les participants au programme projeté d'exercer ces droits au premier chef pour équilibrer leur balance des paiements, et non pas seulement pour modifier leurs réserves. J'aimerais remercier le député d'Etobicoke (M. Gillespie), pour ses remarques utiles et stimulantes. La participation du leader de l'opposition (M. Stanfield) démontre bien comment le fait d'avoir compris l'importance pour le Canada d'un système monétaire qui fonctionne bien, fait disparaître les cloisons entre les partis. Je peux l'assurer que je signalerai ses observations au ministre des Finances (M. Benson). Il n'ignore sans doute pas que je le remplace et que c'est en son nom que j'ai piloté cette mesure législative depuis le début.

[M. Gray.]

Je tiens à assurer le député que le ministre des Finances et le gouvernement surveillent de près les événements qui se déroulent sur la scène monétaire internationale. La participation active de représentants canadiens dans les négociations qui ont mené à la formulation du système de droits de tirage spéciaux et les efforts que déploie à l'heure actuelle le gouvernement pour obtenir l'approbation du Parlement à la participation du Canada à cet arrangement dénotent, à mon avis, l'importance que le gouvernement attache à ces questions. Comme je l'ai signalé lors de discussions antérieures de ce bill, le système de droits de tirage spéciaux représente une étape importante dans l'élaboration du système monétaire international. Je le répète—et je suis d'accord avec certaines remarques faites par d'autres députés—il ne faudrait pas le considérer comme une panacée pour les problèmes touchant le système monétaire international; il continuera d'y avoir des problèmes dans ce contexte. Néanmoins, son existence nous permettra de nous assurer que l'expansion future du commerce et des paiements internationaux ne sera pas entravée par une absence de réserves. Cela est très important pour le Canada, ainsi que le député d'Etobicoke l'a signalé, puisque nous sommes une grande nation commerçante et que notre prospérité—celle de nos travailleurs et de nos cultivateurs—est tributaire du commerce mondial comme bien peu de pays.

C'est pourquoi je demande à la Chambre d'approuver les modifications dont nous sommes saisis. Elles sont le résultat global d'une conférence où les délégués canadiens ont joué un rôle très actif, et l'adoption de ce bill signifiera que le Canada donne officiellement son accord à la mise sur pied du programme des droits de tirage spéciaux et s'engagera à y participer.

Pour que ce programme puisse entrer en vigueur, les amendements apportés à l'accord du Fonds monétaire international doivent être acceptés par les trois cinquièmes au moins des membres du Fonds monétaire international détenant au moins 80 p. 100 des voix. Au 31 décembre 1968, 27 pays, représentant 42.2 p. 100 des voix, avaient marqué leur accord. Au 13 février 1969, 34 membres, représentant 50.51 p. 100 des voix, avaient accepté l'amendement. Le nombre minimum de pays dont la ratification est nécessaire pour que l'accord puisse entrer en vigueur est de 67 et la ratification du Canada renforcera de 3.2 p. 100 le